

**FORMULAIRE 4.5 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
RAPPORT DE FIN DU PROJET**

**PAYS: REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
PÉRIODE CONSIDÉRÉE: MAI 2014 - DECEMBRE 2016**

Intitulé du Programme & Numéro du Projet
<p>Intitulé du Programme: Appui au paiement des salaires de la Police et de la Gendarmerie de la RCA</p> <p>Numéro du Programme (<i>le cas échéant</i>) 00091582</p> <p>Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):</p>

Entités participantes de l'ONU
<p>Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme:</p>

Partenaires d'exécution
<p>Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales:</p> <p>Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de l'Administration du Territoire</p> <p>Ministère des Finances et du Budget</p> <p>MINUSCA : UNPOL et Division des Droit de l'Homme</p> <p>Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme</p>

Budget du Programme/Project (en dollars US)
<p>Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU) \$ 5,762,600</p>
<p>Contribution gouvernementale (<i>le cas échéant</i>)</p>
<p>Autres contributions (donateurs) (<i>le cas échéant</i>)</p>
<p>TOTAL: \$ 5,762,600</p>

Durée du Programme
<p>Durée totale (<i>en mois</i>) 32</p>
<p>Date de démarrage (<i>jour/mois/année</i>) 29/05/2014</p>
<p>Date de fin prévue à l'origine (<i>jour/mois/année</i>) 30/04/2015</p>
<p>Date de fin actuelle (<i>jour/mois/année</i>) 31/12/2016</p>

**Évaluation du Prog/Examen/Éval. À
mi-parcours**

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez
joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas
échéant*

Oui Non Date:

Rapport soumis par

Nom: Aboubacar Koulibaly

Titre: Directeur Pays

Organisation participante (principale):

PNUD-RCA

Courriel: aboubacar.koulibaly@undp.org

PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1. Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet a contribué:

Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué. Les fonctions essentielles de l'Etat y compris celles sécuritaires sont rétablies

**Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué. # de paiements mensuels effectués contre la masse salariale du secteur public
de policiers / gendarmes accusés de graves violations des droits humains dans leurs zones d'affectation (# au début du projet; # après plus de 4 mois; # après plus de 12 mois);**

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour:

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1: Les salaires des agents de police et de gendarmerie pour les mois de Mai à Août 2014 sont payés

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

4 mois de salaires des policiers et des gendarmes ont été payés en 2014 (de mai à Août). Après discussions et accord avec les différentes parties (Etat, PNUD, Banque Mondiale, PBF), un reliquat de 429.329.115 FCFA a été remis au Gouvernement pour le complément du paiement d'un mois de salaire supplémentaire (juillet 2015). Par ailleurs un staff à temps plein P4 a été recruté pour assurer le fonctionnement du MPTF/RCA (Le staff national n'a pu être recruté). L'efficacité du cadre de vérification mis en place a permis un meilleur suivi et contrôle des mouvements des fonctionnaires de l'Etat, de la masse salariale et des opérations financières engagées.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Les opérations de vérification et de recensement des fonctionnaires à l'intérieur du pays, prévues en 2014, ont été réalisées en 2015 sur financement du Gouvernement. Ainsi, les fonctionnaires et agents de l'Etat de 6 préfectures ont pu être recensés. A la fin du processus, il demeure un reliquat de 702 fonctionnaires qui n'ont pu être recensés (fonctionnaires fictifs, etc..). Selon le rapport de la Banque Mondiale, l'opération a permis à l'Etat de réaliser un gain d'environ 4 milliards de FCFA en 2015. Elle a permis également de faire

admettre 638 fonctionnaires à la retraite en 2015 contre 931 en 2014. Globalement le fichier des fonctionnaires et agents de l'Etat a été assaini et stabilisé. Il ouvre les possibilités de créer un système intégré (Fonction Publique, Solde) pour la gestion de carrières, la gestion de la solde des agents de l'Etat.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

Description du résultat 2: Les risques associés à la conformité à la politique de diligence voulue du Secrétaire Général en matière de droits de l'homme (HRDDP) sont suivis.

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Etude sur l'évaluation de l'implication de la Police et de la Gendarmerie dans les graves violations des Droits de l'Homme depuis 2007, avec un accent particulier sur les hauts gradés.

3 sessions de formation au profit de 60 membres de 29 Organisations de la Société Civile Centrafricaines (Bangui, Berberati et Bangassou) sur le monitoring des violations des DH commises par la Police et la Gendarmerie.

Un projet d'arrêté ministériel élaboré avec la participation des acteurs nationaux et internationaux pour la mise en place d'un comité de vérification des effectifs de la Police et de la Gendarmerie. Ce comité établira une liste de tous les personnels manifestement accusés de graves violations des DH et proposera des mesures correctives au Ministre de l'Intérieur.

Réhabilitation, équipement et accompagnement des inspections et des bureaux RH de la Police et de la Gendarmerie pour mieux contrôler les effectifs sur l'ensemble du territoire.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

L'étude sur l'implication de la Police et de la Gendarmerie dans les graves violations des Droits de l'Homme a montré qu'il est nécessaire de procéder à l'identification des éléments accusés et de les écarter en attendant leur jugement. En plus, le renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile sur le monitoring des violations des DH commises par la Police et la Gendarmerie a permis d'impliquer les acteurs nationaux en matière des DH d'une façon durable. Ces deux mesures ont montré aux forces de l'ordre que, désormais, l'impunité des policiers et des gendarmes ne doit plus être la règle et que ces derniers doivent se conformer aux lois et normes de respect des Droits de l'Homme lors de l'accomplissement de leurs missions.

Par ailleurs, le renforcement des capacités des inspections et des bureaux des ressources humaines de la Police et de la Gendarmerie a permis de forcer plus de 200 policiers et gendarmes (sur environ 900) à rejoindre leurs unités à l'intérieur du pays. Ce contrôle a permis de mettre de l'ordre dans les rangs des deux institutions et a rehaussé le sentiment de sécurité de la population qui voit le retour de la Police et de la Gendarmerie, malgré que certains endroits restent encore sous le contrôle des groupes armés.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

La signature d'un protocole d'accord avec le Ministère de l'Intérieur pour décrire les conditions de paiement des salaires en ce qui concerne la conformité et les procédures à suivre par le HRDDP n'a pas été faite au moment de ce paiement. Comme conseillé dans la matrice des risques, les capacités des inspections et ressources humaines ont été renforcées pour éviter la corruption et les erreurs au niveau décentralisé. Les inspections ont participé à toutes les opérations des identifications des effectifs et ont pris les dispositions nécessaires pour couper les salaires des déserteurs ce qui a favorisé le retour de la plupart des FSI nommés dans les unités fonctionnelles sur l'ensemble du territoire. En plus, un arrêté ministériel a été développé pour créer un comité de vérification des effectifs qui a pour mission, à la fois, de recréer les bases de données de la Police et de la Gendarmerie et de prendre des mesures contre ceux manifestement accusés de graves violations des Droits de l'Homme.

Description du résultat 3:

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

Description du résultat 4:

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

2. Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p>Données factuelles: Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>60 membres de 29 organisations de la société civile ont été formé sur le monitoring des violations des DH commises par la Police et la Gendarmerie, avec un appui spécifique à la rédaction et la publication des rapports.</p> <p>Contrôle physique par les inspecteurs centraux de la Police et de la Gendarmerie de la présence de 929 policiers et gendarmes à l'intérieur du pays. Ce contrôle a poussé au moins 121 policiers et gendarmes à rejoindre leurs postes. Les inspecteurs ont sanctionné 26 policiers et 80 gendarmes qui ont abandonné leurs postes. Plusieurs ont régularisé leur situation et ont repris leur travail dans leurs unités.</p>
--	---

<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>La prise en charge intégrale du paiement des salaires des policiers et gendarmes par les Nations Unies pendant 4 mois et celui des fonctionnaires de l'Etat par la Banque Mondiale a permis à l'Etat de faire face au paiement des salaires des Forces Armées Centrafricaines (FACA). En plus, le reliquat de fonds mis à la disposition de l'Etat a permis le paiement d'un cinquième mois de salaire aux policiers et gendarmes.</p>
<p><u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le paiement des 4 mois de salaires des policiers et gendarmes, en parallèle avec le paiement des salaires des fonctionnaires de l'Etat par la Banque Mondiale et en lien avec l'opération de vérification et de recensement des fonctionnaires effectuée dans le cadre du projet de ré déploiement de l'administration publique, a permis à l'Etat d'avoir une meilleure maîtrise de la masse salariale et d'apaiser les esprits en permettant aux agents de l'Etat de faire face à leurs besoins familiaux quotidien et de permettre la reprise effective des patrouille de la police et de la Gendarmerie.</p> <p>En plus, l'introduction des fiches de présence journalières à Bangui, la création du comité de vérification des effectifs et l'appui aux inspections pour contrôler le personnel sur tout le territoire représentent des outils importants pour renforcer le retour des FSI dans leurs unités et pour limiter l'impunité des violations des DH commises par les policiers et gendarmes.</p> <p>Par ailleurs, le support aux services des ressources humaines ouvre les possibilités de recréer les bases des données des personnels des FSI et de mettre en place un système intégré, compatible avec la Fonction Publique et le fichier Solde pour la gestion de carrières des FSI.</p> <p>Enfin, le projet a permis la mobilisation des ressources d'autres bailleurs au titre d'aide budgétaire directe dont une partie a servi pour le paiement des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat sur la période 2014-2015.</p>

<p><u>Gestion de risques/innovation</u>: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u>: La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable à la fin du projet? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>La note 2 attribuée est encore d'actualité. Les fiches de collecte de données sur les fonctionnaires et agents de l'Etat comportent une rubrique sexe permettant de distinguer les hommes des femmes. Le fichier assaini permet à partir des requêtes introduites d'obtenir le nombre de fonctionnaires hommes ou femmes ainsi que la masse salariale versée aux deux composantes.</p>

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 Les salaires de la police et de la gendarmerie sont payés	Indicateur 1.1 Nombre de paiements mensuels effectués contre la masse salariale du secteur public	5 mois d'arriérés	4 mois de salaires payés à la police et à la gendarmerie	4 mois de salaires payés à la police et à la gendarmerie : Mai, Juin, Juillet et Août 2014. Un 5 ^{ème} mois a également été payé (juillet 2015), en grande partie, avec le reliquat		Un reliquat d'un montant de 429.329.115 FCFA a été mis à la disposition du Gouvernement pour le paiement d'un 5 ^{ème} mois après compléme nt.
	Indicateur 1.2					
Produit 1.1 Paiement des salaires des policiers et gendarmes pendant 4 mois	Indicateur 1.1.1 Nombre de policiers et de gendarmes payés	0 policier ou gendarmes payé depuis 5 mois	3811 policiers et gendarmes payés par mois	Paiement des salaires de 3564 policiers et gendarmes pendant		L'assainissement des fichiers de solde a permis de réduire le nombre de policiers et gendarmes à payer après avoir éliminer des fonctionnaires "Fantômes"

	Indicateur 1.1.2					
Produit 1.2 Secrétariat technique MPTF opérationnel	Indicateur 1.2.1 Personnel du MPTF RCA en place	0 personnel recruté pour assurer le secrétariat du MPTF RCA	1 poste international et 1 poste national pourvus pour 4 mois.	Recrutement à temps plein d'un staff international P4 pour assurer la gestion du portefeuille MPTF/RCA. Le staff national n'a pas pu être recruté.		
	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3 Cadre de vérification mis en place	Indicateur 1.3.1 Mise en place d'un cadre de vérification	inexistence un mécanisme de contrôle et de vérification des agents de l'Etat	un cadre de vérification mis en place	2 comités (pilotage et technique) pour vérifier les mouvements du personnel. Un système de vérification au niveau des RH des ministères pour assainir le fichier solde au niveau de la fonction publique. L'inspection Générale d'Etat pour vérifier systématique toutes les opérations.		
	Indicateur 1.3.2					

Résultat 2 Les risques associés à la conformité à la politique de diligence voulue du Secrétaire Général en matière de droits de l'homme (HRDD P) sont suivis	Indicateur 2.1 Nombre de policiers / gendarmes accusés de graves violations des droits humains dans leurs zones d'affectations et pour lesquels le Ministère de la Sécurité a pris des mesures spécifiques	Inconnu		Le Ministère a procédé à certains changements dans les unités pointées de doigt, notamment l'OCRB, grâce à la pression exercée par le projet en plus de la communauté internationale.		
	Indicateur 2.2					

<p>Produit 2.1 Le bilan en matière de droits de l'homme des bénéficiaires du projet est évalué et suivi</p>	<p>Indicateur 2.1.1 Nombre de rapports sur les droits de humains produits par l'OHCHR et la Société Civile</p>	<p>0 rapport produit par l'OHCHR 0 rapport produit par la Société Civile</p>	<p>1 rapport mensuel produit par l'OHCHR 1 rapport de suivi produit par la Société Civile</p>	<p>Un rapport d'évaluation sur l'implication de la Police et de la Gendarmerie dans les graves violations des DH. 60 membres de 29 Organisations de la Société Civile ont été formé sur le monitoring des violations des DH commises par les FSI, avec un appui spécifique à la rédaction des rapports.</p>		
	<p>Indicateur 2.1.2</p>					

Produit 2.2 Les autorités nationales exercent une diligence voulue sur les graves violations des droits de l'homme et des outils de contrôle des forces de sécurité sont développés et permettent de vérifier les présences des effectifs	Indicateur 2.2.1 Mémo r a n d u m d ' e n t e n t e s i g n é e n t r e l e M i n i s t è r e d e l ' I n t é r i e u r e t l e s N a t i o n s U n i e s		Mémo r a n d u m d ' e n t e n t e s i g n é e n t r e l e M i n i s t è r e d e l ' I n t é r i e u r e t l e s N a t i o n s U n i e s	Un projet d'arrêté est soumis aux autorités pour créer un comité conjoint (FSI, UN, UE) de vérification des effectifs des FSI qui identifiera, en vue des les exclure, les éléments accusés de graves violations DH. 2 décrets confirment le positionnement de la Gendarmerie sous l'autorité du Min Int.		
	Indicateur 2.2.2					

Produit 2.3 Les forces de police et de gendarmerie recensées se présentent au travail	Indicateur 2.3.1 Nombre de Commissariats de police visités par le Conseiller du Comité de la Police / Gendarmerie		Rapport couvrant 50% des postes de police visités à Bangui par le Conseiller du Comité de Police/ Gendarmerie en un mois, 70% au 2ème mois, 100% au 3ème mois.	Contrôle physique par les inspecteurs centraux de la Police et de la Gendarmerie de 929 FSI en provinces, ce qui a poussé 121 policiers et gendarmes à rejoindre leurs postes. Les inspecteurs ont sanctionné 26 policiers et 80 gendarmes qui ont abandonné leurs postes.		
	Indicateur 2.3.2					
Résultat 3	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					

Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	Le traitement du fichier à permis de distinguer les fonctionnaires de l'Etat d'une part et d'autre part les hors statuts. Il s'avère que ses hors statuts qui sont nombreux (environ 471) qui ne sont pas des fonctionnaires de l'Etat, doivent être sortis du fichier et traités dans la ligne budgétaire "prestataires de service" de l'Etat.
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	Le fait d'avoir exigé la disponibilité des ressources de l'Etat pour le paiement des forces Armées Centrafricaines (FACA) avant le décaissement des fonds du projet pour le paiement des policiers et gendarmes à permis à l'état de mobiliser les ressources internes et externes pour faire face à cet engagement.
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	La mise en œuvre du projet avec le HCDH et UNPOL a permis de déceler certains dysfonctionnement surtout au niveau de partage d'information en matière de violation des Droits de l'Homme. Ce pendant, il a permis de renforcer le partenariat entre le PNUD et la MINUSCA.
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

1. Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veillez indiquer si les dépenses liées au projet ont été en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues:

Si les dépenses ont été en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Au total 4 750 000\$ ont été virés sur le compte du Trésor Public Centrafricain et le total des dépenses pour payer les 5 mois d'arriérés de salaire s'élève à 4 724 576,73\$. Le reliquat après les paiements s'élève à 25 423,27\$

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.¹

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1: Les salaires de la police et de la gendarmerie sont payés					
Produit 1.1	Paiement des salaires de 3564 policiers et gendarmes pendant 5 mois	Trésor Public	4 750 000\$	4 724 576,73\$	25 423,27\$
Produit 1.2					
Produit 1.3					
Résultat 2: Les risques associés à la conformité aux HRDDP sont suivis					
Produit 2.1	Surveillance et suivi	PNUD	285 890 \$	477 837 \$	-191 947 \$
Produit 2.2	Monitoring Société Civile	PNUD	299 600 \$		299 600 \$
Produit 2.3					
Résultat 3:					
Produit 3.1	Gestion du Projet	PNUD	498 358 \$	366 515 \$	131 843 \$

¹ Veillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

Produit 3.2					
Produit 3.3					
Résultat 4:					
Produit 4.1					
Produit 4.2					
Produit 4.3					
Totale:					

2. Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements apportés au projet (quel type et quand) (2 000 lettres maximum):

Le projet a permis de renforcer la coordination et la cohérence avec la Division des Droits de l'Homme et la Composante Police de la MINUSCA. Il a également permis le démarrage des opérations d'identification et de reconstruction des bases des données des ressources humaines de la Police et de la Gendarmerie dans le cadre du projet conjoint d'appui à la lutte contre les violations des Droits de l'Homme et à la relance de la justice en Centrafrique. La plupart des mesures de mitigations prévues dans le document du présent projet, en particulier celles qui concernent le renforcement des capacités institutionnelles et personnelles, ont été poursuivies dans le cadre du projet conjoint afin de renforcer la protection des populations et surtout les groupes vulnérables.